INDEMNITÉ DE PRÉRETRAITE

PRÉRETRAITE

PRÉRETRAITE SANS RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

Position de l'Administration

Pour favoriser des départs anticipés, l'entreprise verse parfois des sommes destinées à maintenir en tout ou partie la rémunération du salarié malgré une cessation totale ou partielle d'activité. L'administration considère que les cotisations sont dues intégralement en cas de maintien du contrat de travail uniquement.

Lettre-circulaire ACOSS n° 73-26 du 24 avril 1973

S'agissant de la contribution solidarité autonomie, l'allocation de préretraite suit le régime social des salaires et est par conséquent assujettie.

Lettre circulaire ACOSS n° 2005-063 du 1^{er} avril 2005

Position de la jurisprudence

La jurisprudence a admis, dans certains cas, le caractère de sommes non cotisables pour des indemnités versées en l'absence de rupture du contrat de travail. Les indemnités "préjudicielles" versées par une société en application d'un plan social, à des salariés placés en cessation d'activité sans rupture du contrat de travail (hors préretraite FNE), ne constituent pas la rémunération d'un travail mais ont pour objet de réparer le préjudice subi par les intéressés. Les indemnités n'ont donc pas à entrer dans l'assiette de cotisations.

Cass. soc. 6 octobre 1994 - URSSAF de Meurthe & Moselle c/ SA BP France

De la même façon, les cotisations salariales facultatives, versées par une société à la caisse de retraite complémentaire, assises sur la tranche B des salaires qu'auraient perçus les salariés licenciés pour motif économique ou mis en préretraite avec emploi à temps partiel et bénéficiant des allocations spéciales du FNE n'entrent pas dans l'assiette de la cotisation maladie sur les allocations de préretraite. En effet, la prise en charge des cotisations par la société, ne constitue pas un complément d'allocation spéciale, mais la réparation d'un préjudice occasionné par la mise en préretraite ou la rupture anticipée du contrat de travail.

Cass. soc. 13 décembre 2001 - Société EADS France c/ URSSAF de Paris

PRÉRETRAITE AVEC RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

Régime antérieur

Les avantages versés par les employeurs à d'anciens salariés en situation de préretraite ou de cessation anticipée d'activité sont soumis en application des articles L. 131-2 alinéa 2 et L. 136-2 du Code de la Sécurité sociale, à la charge exclusive du bénéficiaire :

- à une cotisation d'assurance maladie au taux de **1,70 %** lorsque le dispositif est mis en place dans le cadre de dispositions conventionnelles et au taux de **1 %** lorsqu'il résulte d'une décision unilatérale de l'entreprise ;
- à la CSG/CRDS au taux de **7,10 %**, (**6,60 %** de CSG et **0,50 %** de CRDS) l'allocation pouvant être exonérée en totalité de CSG et de CRDS ou faire l'objet d'un taux réduit de CSG en raison de la situation fiscale du bénéficiaire.

Lettre-circulaire ACOSS n° 2003-147 du 9 octobre 2003

La contribution solidarité autonomie n'est pas due.

Lettre circulaire ACOSS n° 2005-063 du 1^{er} juin 2005

Nouveau régime

Les avantages de préretraites demeurent soumis, à la charge du préretraité, au précompte maladie, à la CSG et à la CRDS. L'article 17 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 les assujettit en outre, à une contribution spécifique à la charge de l'employeur et dont le produit est affecté au Fonds de solidarité vieillesse.

Textes

- Article L. 137-10 du Code de la Sécurité sociale ;
- Décret n° 2003-1316 du 30 décembre 2003 - JO du 31 décembre 2003, p. 22667 ;
- Lettre-circulaire ACOSS n° 2003-147 du 9 octobre 2003 ;
- Lettre-circulaire ACOSS n° 2008-027 du 6 mars 2008.

Contributions salariales

Les avantages de préretraites sont soumis, à la charge du préretraité, au précompte maladie, à la CSG (au taux de **7,50 %**) et à la CRDS (au taux de **0,50 %**, préretraites ayant pris effet à partir du **11 octobre 2007**).

L'article 17 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 les assujettit en outre à une contribution spécifique à la charge de l'employeur et dont le produit est affecté au Fonds de solidarité vieillesse.

Contribution patronale

Allocation versée en application de dispositifs conclus après le 27 mai 2003

La contribution spécifique sur les avantages de préretraites d'entreprise concerne les dispositifs conclus librement au sein de l'entreprise à compter du 28 mai 2003 par :

- convention ou accord collectif ;
- stipulation contractuelle ;
- décision unilatérale de l'entreprise.

Champ d'application

La contribution spécifique porte uniquement sur les dispositifs prévoyant une cessation totale d'activité avant l'âge de la retraite. Elle ne concerne pas les allocations servies dans le cadre des dispositifs de préretraite publique du fonds national pour l'emploi (préretraite, licenciement et préretraite progressive) ou dans celui du dispositif aidé de cessation d'activité de certains travailleurs salariés (CATS).

Assiette

La contribution porte sur les avantages de préretraite ou de cessation anticipée d'activité versés sous quelque forme que ce soit, à d'anciens salariés :

- directement par l'employeur ;
- ou pour son compte, par l'intermédiaire d'un tiers.

Taux

La contribution est à la charge de l'employeur.

Son taux est égal à la somme des taux de cotisations (dues par l'employeur et le salarié) sous plafond au régime général d'assurance vieillesse ainsi qu'au régime complémentaire ARRCO, soit **23,95 %** à compter du **1^{er} juillet 2007**.

Le taux de cette contribution est fixé à **50 %** pour les avantages versés à compter du **11 octobre 2007**.

Obligations déclaratives

Tout employeur de personnel salarié ou assimilé est tenu d'adresser à l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales dont il relève, au plus tard le 31 janvier de chaque année, une déclaration indiquant le nombre de salariés partis en préretraite ou placés en cessation anticipée d'activité au cours de l'année civile précédente.

Cette déclaration indique leur âge et le montant de l'avantage qui leur est alloué.

L'obligation de déclaration mentionnée au premier alinéa ne s'applique qu'aux employeurs dont au moins un salarié ou assimilé est parti en préretraite ou a été placé en cessation anticipée d'activité au cours de l'année civile précédente.

Sanction

Le défaut de production, dans les délais prescrits, de cette déclaration entraîne une pénalité dont le montant est égal à **600** fois le taux horaire du salaire minimum de croissance (**5 766 €** au **1^{er} janvier 2015**).

Cette pénalité est recouvrée par l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales dont relève l'employeur.

Son produit est affecté à la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

PRÉRETRAITE CATS

La préretraite CATS permet au salarié non pas de rompre le contrat de travail mais de suspendre son activité à partir de **55** ans dans des conditions prévues par un accord national professionnel.

Conditions tenant au salarié

Pour toutes les conventions signées depuis le **30 janvier 2005**, l'exonération des cotisations est soumise aux mêmes conditions que celles exigées pour bénéficier de l'aide de l'État.

Le salarié doit adhérer au dispositif de cessation d'activité au plus tôt à **55** ans et au plus tard avant son **65^e** anniversaire. À partir de **57** ans, l'État commence à prendre partiellement en charge la préretraite selon un taux qui varie selon l'âge d'entrée dans le dispositif.

Le contrat de travail du salarié doit être suspendu pendant la durée du versement effectif de la préretraite. Le salarié doit justifier d'une ancienneté ininterrompue d'un an minimum dans l'entreprise avant son adhésion au dispositif.

Le salarié doit avoir en outre effectué pendant **15** ans un travail à la chaîne ou en équipes successives ou un travail de nuit (au moins **200** nuits par an) ou avoir la qualité de travailleur handicapé et totaliser **40** trimestres d'assurance vieillesse en tant que salarié.

Il ne doit pas être en mesure de percevoir une retraite à taux plein.

Le salarié ne peut avoir aucune activité professionnelle. Toutefois, après son adhésion, il lui est possible de reprendre une activité dans l'entreprise dans les conditions définies par l'accord national. Dans ce cas, la prise en charge partielle de la préretraite par l'État est interrompue et reprend dès la cessation de cette activité.

Le salarié ne doit pas bénéficier d'un avantage vieillesse personnel à caractère viager liquidé après l'entrée dans le dispositif, d'une allocation de chômage (régime d'assurance ou de solidarité), d'une préretraite FNE.

Pour que la prise en charge partielle de la préretraite par l'État soit possible, plusieurs accords collectifs sont nécessaires :

- un accord professionnel national qui doit ouvrir droit à exonération de cotisations de Sécurité sociale. L'accord de branche doit préciser les conditions de la CATS (âge, montant de la préretraite, possibilité de reprise d'activité dans l'entreprise...) et la période (**5** ans maximum) pendant laquelle les salariés peuvent adhérer au dispositif ;
- un accord d'entreprise qui fixe le nombre maximum de bénéficiaires pendant la période d'adhésion.

L'entreprise doit avoir prévu, par accord collectif, des dispositions relatives à la gestion prévisionnelle de l'emploi, au développement des compétences des salariés et à leur adaptation à l'évolution de leur emploi.

- une convention qui est signée avec l'État et l'organisme gestionnaire (partenaire dorénavant obligatoire) désigné par l'accord de branche pour verser les préretraites. Cette convention tripartite indique le nombre maximum de salariés susceptibles d'être concernés par la préretraite pendant la période d'adhésion prévue par l'accord de branche. Avant de conclure cette convention, l'employeur doit consulter le comité d'entreprise et, le cas échéant, les comités d'établissement ou à défaut les délégués du personnel.

Montant et versement de la préretraite

L'entreprise à qui il appartient de recevoir les adhésions des salariés et de vérifier qu'ils remplissent les conditions requises, détermine le salaire de référence du bénéficiaire ainsi que le montant de sa préretraite. Le salaire de référence, calculé comme en matière d'assurance chômage, est celui des **12** mois civils précédant l'adhésion au dispositif.

Régime social

Dispositions antérieures à la loi n° 2003-775 du 21 août 2003

L'article L. 5123-6 du Code du travail précise que les accords professionnels ou interprofessionnels, nationaux ou régionaux, peuvent prévoir le versement d'allocations à certains salariés, en vue d'indemniser la privation partielle d'emploi. Ces allocations sont exonérées des cotisations de Sécurité sociale de droit commun assises sur les revenus d'activité et sont soumises à la CSG et à la CRDS aux taux applicables aux revenus de remplacement.

Le dispositif de cessation d'activité de certains travailleurs salariés (CATS) institué par le décret n° 2000-105 du 9 février 2000, s'inscrit dans ce cadre.

Il prévoit également, sous certaines conditions énumérées à l'article R. 5123-23 du Code du travail, liées notamment à l'âge et à la pénibilité du travail :

- une prise en charge partielle par l'État, des allocations de remplacement versées aux salariés bénéficiaires ;
- ainsi qu'une prise en charge partielle des cotisations aux régimes de retraite complémentaire au profit des bénéficiaires ayant atteint l'âge de **57** ans.

Modifications apportées par la loi sur les retraites

L'article 18 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites a complété l'article L. 5428-1 du Code du travail qui constitue la base légale des exonérations de charges dans le cadre du dispositif CATS.

Cet article a introduit une disposition tendant à limiter le bénéfice de ces exonérations aux avantages versés aux seuls salariés répondant à des conditions liées à l'âge et aux caractéristiques de l'activité, notamment à la pénibilité, déterminées par décret en Conseil d'État, conditions qui n'étaient jusqu'à présent exigées que pour le seul bénéfice de la prise en charge partielle par l'État.

Contenu du décret n° 2005-58 du 27 janvier 2005

Conditions d'exonération de cotisations de Sécurité sociale :

Le texte limite désormais le bénéfice des exonérations de charges aux seules allocations de préretraite versées aux salariés remplissant certaines conditions liées notamment à l'âge et à l'activité, à savoir :

- avoir adhéré personnellement au dispositif au plus tôt à **55** ans et au plus tard avant **65** ans, et ;
- soit avoir accompli **15** ans de travail à la chaîne ou en équipes successives ou avoir travaillé habituellement **200** nuits ou plus par an pendant **15** ans ;
- soit avoir la qualité de travailleur handicapé et justifier d'au moins **40** trimestres valables au titre de la retraite dans un ou plusieurs régimes de Sécurité sociale de salariés.

Les allocations demeurent soumises à la CSG/CRDS au taux respectif de **7,50** % et **0,50** %.

Lettre circulaire n° 205-056 du 31 mars 2005